

Communiqué de presse collectif - 24 mai 2022

Plantations de Socfin/Bolloré : les profits explosent, la répression continue

De la Sierra Leone au Nigeria, en passant par le Cameroun, la Guinée et la Côte d'Ivoire, les communautés vivant à proximité des plantations industrielles d'huile de palme et de caoutchouc de Socfin/Bolloré se battent pour leurs droits et contre la répression.

Les 25 et 31 mai 2022, les groupes Bolloré et Socfin tiendront leurs assemblées annuelles en ligne, et y présenteront des profits en hausse. **Les bénéficiaires de Socfin ont explosé en 2021 pour atteindre 80,4 millions d'euros**, son chiffre le plus élevé depuis 2014, grâce à la hausse des prix de l'huile de palme et du caoutchouc.¹ Ces profits importants devraient perdurer en 2022, la guerre en Ukraine ayant réduit l'approvisionnement en huile de tournesol et augmenté la demande mondiale et le prix de l'huile de palme. En 2021, **le groupe Bolloré, qui détient près de 40 % de Socfin, a également enregistré un bénéfice vertigineux de 6 milliards d'euros.**

Ces profits ont un coût, porté par les communautés vivant à proximité des plantations. En particulier, **l'empressement de Socfin à faire certifier ses plantations comme "durables" entraîne de nombreux problèmes sur le terrain.** Les communautés locales ont été stupéfaites d'apprendre que Socfin avait engagé une société de conseil internationale (SCS Global) pour auditer ses plantations africaines, alors que de nombreux conflits fonciers et des problèmes sociaux et environnementaux persistent sur le terrain.

En juillet dernier, les communautés locales du Cameroun ont tenu une conférence de presse pour protester contre la certification accordée par la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) à Safacam, filiale de Socfin. Comme l'indique Emmanuel Elong, dirigeant de l'organisation locale Synaparcam : "*Safacam ne respecte pas les différents critères sociaux et environnementaux de la RSPO*". Au moins deux membres de la communauté ont fait état d'intimidations lors de l'audit.² En Côte d'Ivoire, où Socfin possède ses plantations SOGB, les chefs de village et l'Association des Villages Déplacés ont également exprimé publiquement leur opposition à la certification de SOGB en raison de problèmes fonciers non résolus.³

En mars 2022, l'organisation sierra-léonaise MALOA a publié une pétition s'opposant à la certification de la plantation SAC de Socfin. 1 475 membres de la communauté l'ont signé, déclarant que de nombreuses situations étaient "en totale contradiction avec les critères de la RSPO et avaient été mal évaluées par les auditeurs".⁴ **Les signataires révèlent maintenant qu'ils sont harcelés** : "*Les propriétaires fonciers et les chefs qui s'élèvent contre les opérations douteuses de la société ou qui n'apportent pas leur soutien aux violations des droits de l'homme commises par la société sont arrêtés par la police ou révoqués en tant que chefs*", explique un membre de MALOA.⁵

Au début du mois de mai, la communauté de Marioba, à proximité de l'Okomu Oil Palm Company au Nigeria, a organisé **une manifestation pacifique** pour protester contre la percée d'une énorme tranchée le long de la route entre leur village et la plantation. Les villageois

¹ [Rapport annuel](#) de Socfin 2021 [ENG], anciens rapports annuels.

² Centre pour l'Environnement et le Développement/Friends of the Earth Cameroon, [Communiqué de presse](#)[ENG], 1^{er} juillet 2021.

³ Association des Villages Déplacés (AVD), [Déclaration des chefs de villages et du bureau exécutif de l'AVD](#), 17 août 2021.

⁴ Malen Affected Land Owners and Users Association (MALOA), [Pétition d'opposition à la certification RSPO de Socfin Sierra Leone](#) [ENG], 10 mars 2022.

⁵ Green Scenery, [Communiqué de presse](#) [ENG], 6 mai 2022.

craignent que leurs enfants ne tombent dans celle-ci. La société affirme que la tranchée est nécessaire pour empêcher les gens de voler les noix de palme, à hauteur, selon elle, de 50 tonnes par mois. Pendant la manifestation, la police a tenté de disperser les manifestants. **Une veuve de 64 ans, Iyabo Butu, a été touchée par une balle au genou.**⁶ Elle a besoin de soins médicaux urgents et pourrait rencontrer des difficultés pour continuer de pêcher et cultiver. Le bénéfice net d'Okomu a triplé l'année dernière et a encore doublé au cours du premier trimestre de cette année. "*Si vous parlez, vous serez arrêté. Vous protestez pour faire entendre votre voix, vous serez abattu. Maintenant, notre avenir est en danger. Combien de temps allons-nous continuer à endurer et à accepter ces pratiques qui placent le profit au-dessus de la dignité humaine ?*" demande Sunday Ajele, un leader local.

Socfin fournit également des services de gestion à d'autres plantations en proie à des conflits, comme à la Soguipah en Guinée.⁷ En décembre 2021, les travailleurs de cette entreprise se sont mis en grève pour protester contre les mauvaises conditions de travail et des salaires impayés. Leurs doléances n'ont toujours pas été résolues. Pour autant, Socfin vient d'annoncer qu'elle cessera de travailler auprès de la Soguipah d'ici la fin de l'année.

Les entreprises comme Socfin tirent d'immenses profits des terres et du travail des communautés d'Afrique et d'Asie. L'implication continue de Bolloré dans Socfin, malgré les violations présumées des droits de l'homme, les conflits fonciers non résolus et les pratiques de greenwashing, est inacceptable. "**Nous ne cesserons jamais de nous battre pour nos terres et nous continuerons à résister à la répression menée par Socfin et Bolloré pour nous faire taire**", déclare Emmanuel Elong.

Pour plus de détails, contacter :

ReAct Transnational, Léa Papinutti : lea.papinutti@reactransnational.org ; +33 6 98 81 19 91

⁶ Nigerian News Agency, "[La société d'huile de palme et la communauté riveraines se disputent sur le creusement d'une tranchée pour mettre fin au vol de fruits](#)" [ENG], 6 mai 2022 et The Sun, "[Les communautés d'Edo protestent contre la société de palmiers à huile Okomu pour dénoncer leur marginalisation et leur oppression](#)" [ENG], 5 mai 2022.

⁷ Farmlandgrab.org, "[Socfin : Désordres en Guinée](#)" [ENG], 18 mai 2022.

Organisations signataires :

Action Solidarité Tiers Monde (Luxembourg)

Creatives for Justice (Suisse)

Fian Belgium (Belgique)

GRAIN International

Green Scenery (Sierra Leone)

HEKS Swiss Church Aid (Suisse)

Milieudefensie - Friends of the Earth (Pays-Bas)

Oakland Institute (Etats-Unis)

Public Eye (Suisse)

ReAct Transnational (France)

Rettet den Regenwald - Rainforest Rescue (Allemagne)

SOS Faim (Luxembourg)

Synaparcam (Cameroun)